

Zeitschrift: Schweizer Hotel-Revue = Revue suisse des hotels
Herausgeber: Schweizer Hotelier-Verein
Band: 10 (1901)
Heft: 32

Artikel: Loi fédérale sur les denrées alimentaires
Autor: [s.n.]
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-522382>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 17.05.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Erscheint
• • • Samstags

Abonnement:

Für die Schweiz
3 Monate Fr. 2.—
6 Monate „ 3.—
12 Monate „ 5.—

Für das Ausland:

3 Monate Fr. 3.—
6 Monate „ 4.50
12 Monate „ 7.50

Vereins-Mitglieder
erhalten das Blatt
gratis.

Inserate:

7 Cts. per 1 spatige
Millimeterzeile oder
deren Raum. — Bei
Wiederholungen
entsprechend Rabatt.

Vereins-Mitglieder
bezahlen 3 1/2 Cts.
netto per Milli-
meterzeile
oder deren
Raum.

Paraissent
• • • le Samedi

Abonnements:

Pour la Suisse:
3 mois Fr. 2.—
6 mois „ 3.—
12 mois „ 5.—

Pour l'Etranger:

3 mois Fr. 3.—
6 mois „ 4.50
12 mois „ 7.50

Les Sociétaires
reçoivent l'organe
gratuitement.

Annonces:

7 Cts. par millimètre-
ligne ou son espace.
Rabais en cas de ré-
pétition de la même
annonce.

Les Sociétaires
payent 3 1/2 Cts.
net par milli-
mètre-ligne
ou son
espace.



Organ und Eigentum des

Schweizer Hotelier-Vereins

10. Jahrgang | 10^{me} Année

Organe et Propriété de la

Société Suisse des Hôteliers

Redaktion und Expedition: Sternengasse No. 21, Basel * TÉLÉPHONE 2406 * Rédaction et Administration: Sternengasse No. 21, Bâle.

**Mitglieder-Aufnahmen.
Admissions.**

Mr. Jean Burkhardt, Directeur, Grand
Hôtel du Lac de Joux, à Le Pont . . . 120
Herr Dr. A. Haupt, Direktor des Sana-
toriums Oberwald bei St. Gallen . . . 130

Offizielle Nachrichten.

Nouvelles officielles.

Fachliche Fortbildungsschule

des
Schweizer Hotelier-Vereins
in Ouchy.

Am 15. Oktober nächsthin beginnt der
9. Unterrichtskurs. **Anmeldungen** sind
bis **spätestens Ende August** an Herrn
J. Tschumi, Hôtel Beau-Rivage in Ouchy,
einzureichen, woselbst auch Statuten und Pro-
spekte der Schule bezogen werden können.
Der Kurs dauert 6 Monate.

Ecole professionnelle

de la
Société Suisse des Hôteliers.
à Ouchy.

Le 9^{me} cours s'ouvrira le 15 octobre pro-
chain. Les **inscriptions** doivent être adre-
sées **au plus tard d'ici fin août** à Mr.
J. Tschumi, Hôtel Beau-Rivage à Ouchy,
où l'on peut se procurer également des régle-
ments et prospectus relatifs à l'école. La durée
du cours est de 6 mois.

Le Comité de surveillance.

Avis an die Mitglieder.

Im Laufe nächster Woche werden die Nach-
nahmen zum Bezüge der **Beiträge für**
das laufende Vereinsjahr, gerechnet
vom 1. April 1901 bis zum 31. März
1902, der Post übergeben, und bitten wir
um gefl. Honorierung derselben.

Basel, den 3. August 1901.

Avis aux Sociétaires.

Dans le courant de la semaine prochaine
nous encaisserons par mandat de rembourse-
ment les **cotisations pour l'année**
courante, comprenant la période du
1^{er} avril 1901 au 31 mars 1902,
en vous priant de bien vouloir les acquitter
aussi promptement que possible.

Bâle, le 3 août 1901.

Zur gefl. Notiznahme.

Wir machen hiemit bekannt, dass die dies-
jährige Ausgabe des Reiseführers „**Die Hotels**
der Schweiz“ in allen drei Sprachen ver-
griffen ist. Die nächste Ausgabe erfolgt im
Frühjahr 1902.

Das Centralbureau.

AVIS.

L'édition 1901 du guide de voyage „**Les**
Hôtels de la Suisse“ est épuisée dans les
trois langues. Prochaine édition au printemps
1902.

Le Bureau central.

**Loi fédérale
sur les denrées alimentaires.**

Treize sociétés suisses: la Société suisse de
l'Industrie, la Société suisse de Pharmacie,
l'Union suisse des Boulangers et Confiseurs,
l'Association suisse des Voyageurs de com-
merce, la Société suisse des hôteliers, l'Asso-
ciation suisse des Confiseurs, huit fabricants
suisses de conserves, la Ligue suisse des Pay-
sans, la Société suisse des Aubergistes, l'Asso-
ciation suisse des Brasseurs, la Société de
culture du district de Zolingen, l'Union suisse
des Bouchers et la Société des Vétérinaires
bernois, ont adressé aux autorités fédérales une
pétition concernant la loi fédérale sur le con-
trôle des denrées alimentaires et des articles
de consommation. Les divers points de cette
pétition ont été fixés, après plusieurs tours de
préconsultation, par une assemblée qui a eu
lieu à Olten le 17 mai. Les demandes sont
accompagnées d'un exposé des motifs détaillé.

Le projet de loi soumis aux Chambres re-
présente, comme on le sait, le fruit d'études
longues et approfondies. A part les groupes
professionnels qui y ont pris une part directe,
un grand nombre d'associations utilitaires et
scientifiques poursuivent de concert avec les
autorités et dans l'intérêt des consommateurs,
la réglementation légale d'un état de choses
dont l'importance pour la vie professionnelle et
le bien public saute aux yeux. Si d'une part
le consommateur demande à être protégé contre
les denrées malsaines et des prix hors de pro-
portion avec la qualité inférieure de certains
mélanges innocents en eux-mêmes ou avec des
procédés de fabrication rudimentaires, le fabri-
cant consciencieux d'autre part, se voit obligé
de se défendre contre la concurrence déloyale,
et l'intérêt public réclame la répression et la
punition éventuelle de la fraude. Les deside-
rata formulés par les nombreux cercles inté-
ressés à une loi de ce genre présentent forcé-
ment certaines divergences, et d'autre part, une
légalisation rationnelle de la matière ne saurait
être obtenue que par la coopération la plus
étroite de tous ceux auxquels la loi devra
s'adresser. C'est pourquoi les sociétés se sont
réunies pour discuter en commun. Tout d'a-
bord, on convint en décembre 1900 d'adresser
une pétition à l'Assemblée fédérale, et de de-
mander la reprise des débats sur cette loi, qui
avait été suspendus. Il était réservé à une
réunion subséquente de liquider les divergences
qui pourraient se produire dans les vœux com-
muniés par écrit par les sociétés. Ces di-
vergences viennent d'être liquidées et voici les
propositions qui ont été adoptées:

1^{er} principes généraux.

La loi devrait être fondée sur les bases sui-
vantes: a. Principe général: la loi a pour but
de protéger d'une part le consommateur contre
des produits malsains et des prix hors de pro-
portion avec la qualité des denrées; d'autre
part le producteur contre la concurrence dé-
loyale. b. Principes spéciaux: Il est interdit
d'appliquer la désignation de produits naturels
à des denrées qui doivent leur odeur, leur goût
ou leur aspect semblable à ceux de produits
naturels, à l'addition de substances étrangères.
Tout addition à un produit naturel doit être
déclarée, à moins qu'elle ne résulte du mode
de préparation usuel de cette denrée. La loi
contiendra des dispositions détaillées sur ce
qu'on entend par mode de préparation usuel.
Les fabricants de succédanés seront soumis
à l'obligation de faire connaître aux autorités
compétentes l'objet de leur fabrication. — Les
exceptions en faveur de produits importés ne
seront pas admises. c. La loi devrait renfer-
mer une disposition générale autorisant le
Conseil fédéral à exclure temporairement ou
définitivement l'importation, sur le préavis

des instances consultatives, les denrées proven-
ant de pays qui ne présentent pas de garan-
ties pour un contrôle sérieux des matières
premières. d. L'inspection des viandes sera
gratuite, mais on veillera à ce que sa valeur
ne soit point amoindrie par cette innovation.
— Les frais incombant aux revendeurs pour
l'examen non officiel de denrées et d'articles
de consommation interne devront être minimes,
et on ne cherchera pas à couvrir, au moyen
des taxes, la totalité de la dépense pour le
contrôle des denrées à l'intérieur. e. Les dom-
mages causés aux denrées par l'examen seront
indemnités. Les denrées dont la falsification
ou la nocuité serait reconnaissable sans autre,
devront être détruites avant le dédouanement.
f. Il y a lieu de rétablir l'institut chimique et
bactériologique rattaché à l'office sanitaire fédé-
ral et dont la création avait été refusée par le
Conseil des Etats par raison d'économie. g. Pour
la mise à exécution de la loi, le Département
fédéral de l'intérieur prendra, dans des cas
graves, l'avis d'une commission d'experts pris
dans les cercles intéressés.

2^o Détails.

Les dispositions seront rédigées par le Dé-
partement de l'intérieur sur le préavis des
cercles intéressés, et soumises à la ratification
de l'Assemblée fédérale. Les avantages d'un
contrôle rationnel à la frontière compensant
largement les inconvénients qui pourraient se
produire, nous sommes d'avis qu'il y a lieu
de donner à ce contrôle la plus grande exten-
sion possible. Des exceptions sont indiquées,
dans l'intérêt de notre industrie hôtelière, en
ce qui concerne l'importation de poissons, de
gibier et de volaille, particulièrement pendant
la saison chaude. L'exposé des motifs fait re-
marquer qu'il est inexact de dire que le con-
trôle à la frontière constituerait une nouvelle
charge pour la Confédération; qu'au contraire,
il procurera des bénéfices sans entraver le trafic.

La pétition propose en outre des modifica-
tions à certains articles du projet. A l'art. 8,
le terme „visiteur des viandes“ serait remplacé
par „inspecteur des viandes“, et le texte devrait
comporter „toutes“ les viandes, y compris le
poisson, le gibier et la volaille. Art. 13:
„Lorsque le préavis d'un chimiste cantonal ou
municipal paraît douteux à l'autorité com-
pétente, ou se trouve attaqué par voie de recours,
celle-ci pourra prescrire une surexpertise“,
remplacer „pourra prescrire“ par „prescriera“
et ajouter: „pour laquelle l'inculpé aura le droit
de se faire représenter par un expert“. Enfin,
voici la dernière proposition: „Le trafic de
denrées et d'articles de consommation de pro-
venance étrangère sous des dénominations
propres à leur donner l'apparence de produits
indigènes sera puni“.

Bund

Saison-Betrachtungen.

Wir lesen in einer Luzerner Korrespondenz
der „Allgem. Schweizer Ztg.“, welche konstatiert,
dass man bisher in Luzern mit dem Verlauf
der Saison nicht allgemein zufrieden ist:

Der Strom der Reisenden nimmt von Jahr zu
Jahr zu; allein in noch viel rascherer Zunahme
bereitet sich die Hotelindustrie selbst Konkurrenz.
Das gilt sowohl für den Platz Luzern als für
andere Fremden Ansiedlungen, wie Weggis,
Vitznau, Brunnen, Engelberg u. a. War ein
Haus zwei Jahre einige Tage lang überfüllt, so
wird sofort ein Stockwerk aufgesetzt; ein
anderer, der auch gerne von diesem vermeint-
lich leicht aufzunehmenden Segen etwas hätte, baut
ein Hotel oder eine Pension daneben. In der
Stadt sind die Betten in der allerletzten Zeit
um Hunderte vermehrt worden; neue Hotels
wurden gebaut, alle erweitert, und da wundert
man sich, dass Ende Juli hier und dort, be-
sonders in noch weniger bekannten neuen

Hotels ganze Zimmerreihen leer stehen! Man
hat bis heute ganz kolossale Werte in die
Hotelindustrie gesteckt; es ist nicht denkbar,
dass sie sich ausnahmslos während der wenigen
Wochen der Saison verzinsen; gar, dass der
Hotelier sich in wenigen Jahren ein Vermögen
erringe, ist nur mehr unter ausnahmsweise
günstigen Verhältnissen möglich.

Wollte man urteilen nach den Ziffern der
Reisenden, die die Bahnen und Dampfschiffe
benützen, so ständen wir allerdings in der
Hochsaison. Die Linie Basel-Luzern kommt
beispielsweise wiederholt in den Fall, gewisse
Fremdenzüge doppelt auszuführen. Die Ver-
kehrsanstalten machen durchweg gute Saison-
geschäfte, darum weil sie einzig mit der Quan-
tität zu rechnen haben. Anders der Hotelier,
für den in erster Linie die Qualität massgebend
ist. In dieser Richtung haben wir die guten
Zeiten hinter uns, und sie werden kaum wieder-
kehren. Die Zahl der wirklich vornehmen
Reisenden geht prozentual von Jahr zu Jahr
zurück; die Zahl derer, die auf der Reise nicht
mehr, sondern weniger ausgehen wollen, als
zu Hause, wächst mit jedem Jahre; die Zahl der
sesshaften Reisenden endlich wird mit jedem
Jahre geringer. Die durchschnittliche Besetzung
eines Fremdenbettes durch den Gast, wobei
wir selbstverständlich nur Hotels, keine Pen-
sionen im Auge haben, kann auf 2—3 Nächte
berechnet werden.* So wird der Fremden-
verkehr in der Hauptsache nahezu ein Passanten-
verkehr, der ganz denselben Komfort verlangt
und bei billigen Preisen dem Hotelier verdoppelte
Mühen und Auslagen verschafft. Die gesteigerte
Bequemlichkeit und die Verbilligung des Eisen-
bahntransports, insbesondere die massenhafte
benutzten Generalabonnements und Rundreise-
billets, haben der Fremdenindustrie nur in sehr
bedingtem Masse genützt. Die Quantität hat
wohl zugenommen, die Qualität hat leider mit
dieser Bewegung nicht Schritt gehalten.

Einem Bericht an die „Basel. Nachr.“ ent-
nehmen wir: „Zur Zeit haben wir im Bündner-
land geradezu Hochflut. Die Züge der Rätis-
chen Bahn und die Posten, die unser Land
kreuz und quer durchfahren, sind stets dicht
besetzt mit Reisenden, die zu längerem oder
kürzerem Aufenthalt zu uns kommen. Aber
so ist's und es wird wohl nicht mehr besser
werden: der ganze Hauptverkehr konzentriert
sich immer mehr auf die zweite Hälfte des
Monats Juli und die erste des Monats August.
Die Verhältnisse haben sich eben in den letzten
Jahrzehnten mächtig geändert im Fremdenver-
kehr. Während früher vorwiegend derjenige
reiste, der eigentlich einen grossen Teil des
Jahres frei und in den Geldmitteln in keiner
Weise beschränkt war, macht sich heute eine
weit grössere Zahl von Erholungsbedürftigen
frei, von denen die meisten aber durch die
ihnen gewährten Ferien an die oben bezeichnete,
ganz bestimmte Zeit gebunden sind. Es liegt
für die Reisenden an gar kein Grund vor,
sich anders einzurichten, da durch die fort-
währenden Neubauten von dem Jahr zu Jahr
zunehmenden Bedürfnis in ausreichendem Masse
genügt wird. Damit muss der Hotelier heute
rechnen und die Preise darnach einrichten,
wenn er bestehen will.“

Wie immer, bilden auch dieses Jahr die
Deutschen wieder das Hauptkontingent der
Besucher. Die Heizerieen einiger deutscher
Winkelblätter haben also keinen Erfolg ge-
habt, wie nicht anders zu erwarten war. Der
Deutsche hat zu viel Sinn für die Schönheiten
unseres Landes, als dass er sich durch derlei
Intriguen imponieren liesse und zu viel Ver-
ständnis für eine musterhafte Hotelführung, um

* Anmerkung der Red. der „Hotel-Rerne“. Die
durchschnittliche Zahl der Logierte pro Gast ist
mit 2—3 Nächten zu hoch gegriffen, wenn nur
Hotels in Betracht gezogen werden; denn selbst mit
Einrechnung der Pensionen ergibt sich eine durch-
schnittliche Aufenthaltsdauer von nur 3—4 Tagen.